

Pourquoi la crise a été moins grave au Maroc

C'est une analyse de la SFI qui l'affirme. La crise qu'a vécue la microfinance marocaine entre 2009 et 2011 a été moins grave et moins longue que celle des marchés auxquels elle est souvent comparée. Mais aujourd'hui, le secteur est confronté à un obstacle important : les opérateurs du secteur sont des ONG.

La crise qu'a connue la microfinance au Maroc aura été à la fois moins grave et moins longue que celle des marchés auxquels elle est souvent comparée. La conclusion est de la Société financière internationale (SFI) dans un rapport intitulé «Sortie de la crise du secteur de la microfinance au Maroc : des interventions opportunes et efficaces». Les analystes de la filiale de la Banque mondiale affirment que la période la plus sévère a duré seulement une année et en 2011, le secteur s'était déjà stabilisé. «Nous n'avons pas l'intention de minimiser l'impact de la crise, ni d'ailleurs de contester son existence.

Les années précédant 2008 présentaient la plupart des caractéristiques des marchés d'avant-crise, notamment une croissance très rapide, une compétition féroce et un déclin de la qualité des prêts, accompagnés d'une gouvernance inefficace et de contrôles peu rigoureux», décrypte le rapport qui tient en 48 pages. En outre, le niveau d'endettement croisé au Maroc est resté bien en deçà de la plupart des marchés surchauffés et la pénétration générale de la microfinance est demeurée modérée.

De plus, soutiennent les experts de la SFI, la crise marocaine s'est définie par la crise d'une institution (Zakoura) en dehors de laquelle la crise de la microfinance semble bien moins grave.

En 2009, le secteur a connu un point d'inflexion majeur puisqu'en cette année-là les défauts de paiement de tous les types de prêts présentaient des pics à travers presque toutes les régions du pays, et les prêts croisés ont joué un rôle déterminant. «Pendant la crise, les clients titulaires de plusieurs prêts représentaient près de la moitié de tous les défauts de paiement», analyse le rapport.

Il faut savoir que 2009 marquait aussi le début du redressement. Redressement qui a été enclenché par une évaluation de l'ensemble du secteur commandée par SFI et menée par un consultant externe à la fin de 2008. «Cette étude a identifié des problèmes graves dans les portefeuilles des IMF et a ainsi donné l'élan nécessaire aux principales institutions – jusque-là poussées par une compétitivité agressive – pour collaborer et déployer rapidement une centrale des risques». La SFI assure dans son rapport que cette initiative a permis aux associations de la microfinance une réduction significative des niveaux de prêts croisés qui sont, en effet, passés de 37 à 20% en une seule année.

Entre-temps, la fusion tranquille entre une Zakoura au bord de l'implosion et la Fondation Banque Populaire a aidé à éviter une catastrophe potentiellement plus grande. «Cette réactivité a porté ses fruits. Car, vers la fin de 2009, soit après environ

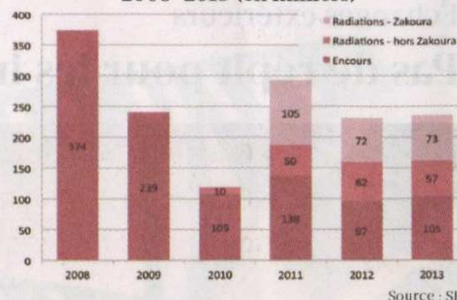


En 2009, le secteur a connu un point d'inflexion majeur puisqu'en cette année-là les défauts de paiement de tous les types de prêts présentaient des pics à travers presque toutes les régions du pays.

La fusion tranquille entre une Zakoura au bord de l'implosion et la Fondation Banque Populaire a aidé à éviter une catastrophe plus grande.

une année de crise, le rendement des prêts à plus faible risque (de montants modestes et à court terme) s'était déjà stabilisé. Aussi, l'amélioration du rendement des prêts plus complexes (de montants plus importants et à plus long terme) a pris plus de temps, pour finir par se stabiliser vers la mi-2010. Pendant cette période, les IMF ont activement révisé leurs politiques d'octroi de prêts en renforçant les contrôles internes et en déployant des méthodes de recouvrement des prêts en souffrance. Aujourd'hui, il existe certainement un sentiment de prudence parmi les associations de microfinance, qui, selon SFI, continuent à se focaliser sur les séquelles de la crise. Progressivement,

Tendances de crédit croisé et de radiations, 2008-2013 (en milliers)



cette attitude commence à céder du terrain à une attention davantage portée sur l'avenir. Sur ce front, le secteur se trouve toutefois confronté à un obstacle important : toutes les IMF au Maroc sont actuellement des ONG. ■ S.N.